

BON DE COMMANDE :



Raison sociale :
Adresse :
Ville:..... Code Postal :
Nom du responsable/ contact :
Téléphone : Courriel :

DÉTAILS DE LA COMMANDE :

ARTICLE	VALEUR	QUANTITE	TOTAL
Carte cadeau	10€		
Carte cadeau	30€		
Carte cadeau	40€		
Carte cadeau	50€		
Carte cadeau	100€		
Carte cadeau	150€		
Carte cadeau	200€		
Carte cadeau autre montant			
Total de la commande			
Date de livraison souhaitée :			
Commande à retirer à (cocher la case souhaitée):			
O Au Tombeau des jaloux : mardi au vendredi 9h00/12h 14h/19h			
O Bijouterie Vernhes Aguiar Decazeville : mardi au vendredi 9h30/12h 13h45/18h30			

PAIEMENT :

O Chèque à l'ordre de Mes Découvertes.

O Virement : **Domiciliation** : Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées - **Code Banque** : 11206 - **Guichet** : 00029

IBAN : FR76 1120 6000 2900 1470 7335 622 - **BIC** : AGRIFRPP812

«Par la présente, l'acheteur déclare avoir pris connaissance et accepte les conditions générales de vente»

Lieu, date, tampon, signature :

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

A – POUR LES ENTREPRISES ET POUR LES COMITÉS D'ENTREPRISE

ARTICLE 1 : Le bon de commande :

les cartes cadeaux sont commandées sur simple demande express (courrier, mail,...) auprès de MES DECOUVERTES. L'entreprise règle aussitôt ou dans les meilleurs délais la commande.

ARTICLE 2 : Le montant des cartes cadeaux :

L'entreprise choisit le montant de commande selon le tableau proposé.

ARTICLE 3 : Le paiement des cartes cadeaux déclenche l'intégration des points sur les cartes cadeaux puis leur livraison.

ARTICLE 4 : La livraison :

L'entreprise reçoit les cartes cadeaux commandées ainsi que la facture acquittée soit en les retirant à Chrysalis pépinière d'entreprises, ou au magasin Bijouterie Vernhes Aguiar Decazeville ou au magasin Autour de Bébé Decazeville.

B – POUR LES COMMERÇANTS

ARTICLE 5 : Le rendu de monnaie :

Le commerçant ne peut pas rendre la monnaie sur les cartes cadeaux. Ni échanger la carte cadeau contre de l'espèce

ARTICLE 6 : Les outils de communication :

MES DECOUVERTES prend en charge tous les outils de communication. Le commerçant s'engage pour sa part à apposer sur sa vitrine ou sur sa caisse enregistreuse les vitrophanies ou autocollants de caisse justifiant de sa participation au système Qualicado et/ou Fidélité.

ARTICLE 7 : Le remboursement des cartes cadeaux sera intégré à l'outil carte Fidélité Fidélium-net de MES DECOUVERTES. Cet avoir et le justificatif seront traités selon la méthodologie des systèmes Carte Fidélité Fidélium-net du Club Fidélité.

ARTICLE 8 : L'adhésion à MES DECOUVERTES :

Pour participer à l'utilisation des cartes cadeaux le commerçant se doit d'adhérer à l'association MES DECOUVERTES avec l'ADHESION MES DECOUVERTES (et non celle sympathisant Mes découvertes).

ARTICLE 9 : La validité de la carte :

Lors de la remise de la carte cadeau par un client, le commerçant doit s'assurer de la validité de la carte. Le commerçant ne devra pas « identifier » les cartes cadeaux et ne devra pas créditer ces cartes. Chaque carte a une durée de validité d'un an. En application du code de la Sécurité sociale, les cartes cadeaux ne peuvent pas être admises dans les stations essence ni pour les produits alimentaires courants de catégorie 1.

C – POUR LES CLIENTS

ARTICLE 10 : Le lieu d'achat :

Les cartes cadeaux sont utilisables chez tous les commerçants Qualicado de MES DECOUVERTES qui veulent bien les accepter, et qui ont apposé sur leur vitrine la vitrophanie ou l'autocollant.

ARTICLE 11 : Le rendu de monnaie et le complément de prix :

Le commerçant ne peut pas rendre la monnaie sur les cartes cadeaux et choisit les moyens de paiement qui pourront être acceptés pour procéder au complément du prix par rapport à la valeur de la carte cadeau.

ARTICLE 12 : Le litige :

Comme pour les chèques bancaires, le risque de vol, perte, détérioration ou falsification des cartes pèse sur le consommateur. En cas de litige le tribunal compétent sera saisi. Le client devra avertir MES DECOUVERTES afin que celle-ci puisse prendre toutes les dispositions nécessaires.

D – INFORMATIONS LÉGALES DIVERSES

Le principe directeur des cartes cadeaux est fixé par l'article L.242- 1 du code de Sécurité sociale. Toute somme allouée à un salarié est soumise à cotisations sociales sauf si cette somme est allouée à titre de secours ou si son exonération est prévue par un texte.

PRINCIPE : En application de la lettre ministérielle du 12 décembre 1988, les bons d'achats attribués à un salarié au cours d'une année sont présumés exclus de l'assiette des cotisations de la Sécurité sociale, lorsque le montant global de ces derniers n'excède pas le seuil de 5% du plafond mensuel de la Sécurité sociale (voir site internet de l'URSSAF).

Tolérance : (le seuil peut être dépassé). Lorsque le montant global des bons d'achats sur une année excède cette limite, il convient d'examiner pour chaque bon d'achat que les 3 conditions prévues par l'instruction ministérielle du 17 avril 1985 soient cumulativement remplies, c'est-à-dire : 1. Leur attribution doit être en relation avec un événement visé par la circulaire ACOSS du 3 décembre 1996. 2. Leur utilisation doit être déterminée (l'objet du bon d'achat doit être en relation avec l'événement) 3. Leur montant doit être conforme aux usages : le seuil de 5% du plafond mensuel de la sécurité sociale.

AVERTISSEMENTS : Lorsque ces conditions ne sont pas remplies simultanément la valeur du bon d'achat est soumise intégralement à cotisation dès le 1er euro.

PRÉCISIONS : 1. Liste des événements : mariage, pacs, naissance, retraite, fête des mères, fête des pères, Ste Catherine, Noël des salariés et des enfants (jusqu'à 16 ans révolus dans l'année civile), rentrée scolaire (enfants ayant jusqu'à 19 ans révolus). 2. Notion d'utilisation déterminée : Seuls les bons d'achats de produits alimentaires non courants (catégorie 2, de type festifs) sont admis en exonération dans les limites fixées par l'instruction ministérielle du 17 avril 1985. Le bon d'achat doit mentionner la nature du bien, ou un des rayon du magasin, ou le nom d'un ou plusieurs magasins spécialisés. Pour la rentrée scolaire et Noël, les mentions doivent être en rapport avec l'événement. (Ex : pour la rentrée scolaire : papeterie, livres, vêtements enfants, micro...) 3. Notion de valeur conforme aux usagers : Pour la rentrée scolaire, le seuil est de 5% par enfant. Pour Noël, le seuil est de 5% par enfant et 5% par salarié. 4. Les cadeaux en nature aux salariés ainsi que les jouets pour leurs enfants sont pris en compte dans l'appréciation du seuil. Les tickets restaurant obéissent à un autre régime. A ce titre, ils ne sont pas pris en compte dans l'appréciation du seuil. 5. Les primes versées à l'occasion d'un des événements mentionnés plus haut, sont soumises à cotisations dès lors qu'elles ne sont pas attribuées sous forme de chèque cadeau.

